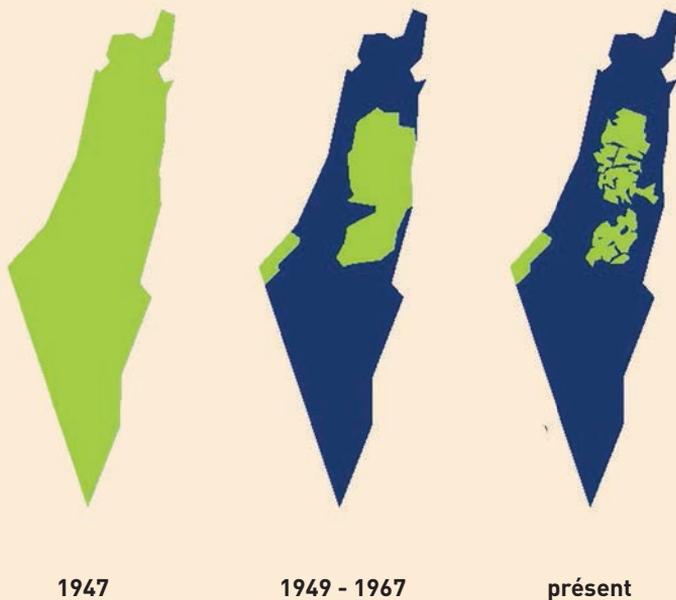




FGTB
Centrale Générale
Ensemble, on est plus forts

Travailler sous l'occupation israélienne

EVOLUTION DE LA PALESTINE



LA POPULATION PALESTINIENNE

- **2,8 million** en Cisjordanie et Jérusalem-Est;
- **1,8 million** dans la bande de Gaza;
- Plus de **5 million** de réfugiés palestiniens dans les pays voisins.

Un demi-siècle d'occupation pèse particulièrement lourd



Depuis presque un demi-siècle, le peuple palestinien souffre de l'occupation israélienne. La destruction des récoltes et des infrastructures, la construction du mur de séparation...

Ce qui était à l'origine le territoire palestinien est devenu au fil du temps une zone de plus en plus fragmentée.

Depuis la guerre israélo-arabe de 1967, Israël a pris contrôle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les Palestiniens se sont vus refuser le droit à l'autodétermination, et leurs droits humains ont systématiquement été bafoués. Non seulement ils n'ont qu'un accès limité à la terre et à l'eau, mais leur liberté de circulation tant à l'intérieur qu'entre la Cisjordanie, la

bande de Gaza et Jérusalem-Est est complètement entravée.

Des postes de contrôle, des barrages routiers, un mur de séparation de 708 kilomètres, et des colonies israéliennes illégales, selon le droit international, les empêchent à mener une vie normale. Cette politique israélienne de colonisation fait obstacle à la solution à deux états mise en avant par la communauté internationale.

Le blocus imposé par Israël, après la victoire électorale de Hamas en 2007, rend la population de la bande de Gaza encore plus vulnérable. La violence militaire, au cours des dernières années, a détruit la vie de milliers de Palestiniens et continue à imposer un lourd tribut social.

La vie sociale, politique et économique perturbée

Aujourd'hui, les Palestiniens font face à d'énormes défis. Avec le Hamas au pouvoir à Gaza et le Fatah en Cisjordanie la division politique est complète.

Suite à la longue occupation, l'économie palestinienne dépend presque entièrement de l'économie israélienne. Toutes les exportations de Gaza ou de la Cisjordanie passent par Israël, qui contrôle les frontières extérieures. L'agriculture et l'industrie se détériorent sans cesse... 89% des entreprises palestiniennes emploient moins de 5 personnes et par conséquent un grand nombre de Palestiniens travaillent dans le secteur informel.

A Gaza, la situation économique et sociale est particulièrement déchirante. A cause du blocus, plus de 60% de la population manque de nourriture et 80% des habitants dépendent de l'aide humanitaire. Le secteur privé est actuellement paralysé à cause de la disparition des tunnels et des restrictions strictes imposées sur l'importation et l'exportation de marchandises.

Les secteurs tels que l'agriculture et la pêche sont à l'arrêt complet. Cela est lié à la saisie des terres agricoles et des actions de la marine israélienne. Les colonies israéliennes ont développé une forte économie au cours des années,

avec des activités industrielles et une production agricole à grande échelle.

Ce n'est pas une coïncidence si ces colonies se trouvent sur les terres palestiniennes les plus fertiles, où elles contrôlent et épuisent les ressources naturelles et en eau.

Dans la vallée du Jourdain, par exemple, une région agricole très importante, des entreprises israéliennes cultivent des dates, des olives, des figues. Ces produits principalement destinés à l'exportation, sont récoltés sur des terres palestiniennes à l'aide d'une main d'œuvre à bon marché. Toutes ces activités enrichissent l'économie israélienne au détriment des Palestiniens qui perdent des revenus considérables.





L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE ÉTRANGLÉE PAR L'OCCUPATION

En vertu du droit international, Israël, en tant qu'Etat occupant, doit assurer un bon niveau de vie et le droit de travailler aux Palestiniens.

Cependant, Israël a délibérément boycotté une expansion indépendante de l'économie palestinienne. Il bénéficie de produits, de matières premières et de la main-d'œuvre palestiniennes. L'Etat palestinien n'a que trop peu de pouvoirs et une marge de manœuvre financière limitée pour poursuivre sa propre politique économique. Sa dépendance à l'égard des donateurs étrangers est donc un problème structurel.

L'augmentation du chômage et des conditions de travail inacceptables dans les territoires palestiniens



La situation économique difficile a complètement affaibli le marché palestinien de l'emploi.

Les postes de contrôle, les barrages routiers et les surveillances aléatoires rendent l'accès au travail difficile pour les Palestiniens. Faire des affaires est loin d'être simple.

Le chômage a considérablement augmenté ces dernières années et la crise

financière contrarie fortement le développement d'une protection sociale et des services sociaux.

Les violations des droits du travail sont monnaie courante. Cela concerne par exemple le paiement en dessous du salaire minimum, le licenciement sans indemnités, la discrimination contre les femmes, les conditions de travail dangereuses, etc.



LE TAUX DE CHÔMAGE DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

- **25% au chômage**
15,5% en Cisjordanie - 42% dans la bande de Gaza.
- **Un taux de chômage élevé chez les jeunes**
42% des jeunes entre 20 et 24 ans.
- **Une grande différence entre hommes et femmes**
40 % des femmes - 21% des hommes.

(Organisation internationale du Travail – 2015).

A la recherche de travail en Israël ou dans les colonies

Les travailleurs palestiniens ne voient souvent pas d'autre solution que de chercher un emploi en Israël ou dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Leur nombre a doublé au cours des dernières années.

Quelque 110.000 Palestiniens (16,2% de la population active) travaillent actuellement en Israël ou dans les colonies. Une à trois personnes travaillent sans permis de travail, principalement dans l'agriculture, l'industrie lourde, la construction ou le secteur des services.

Selon la loi du travail israélien les travailleurs palestiniens ont les mêmes droits que les travailleurs israéliens. Cependant, beaucoup d'employeurs utilisent des échappatoires pour contourner la loi. Les salaires minimums ne sont pas respectés, puisque les ouvriers palestiniens gagnent beaucoup moins que leurs homologues israéliens pour un même travail.

Un environnement de travail sécuritaire existe à peine, entraînant bon nombre d'accidents.

Les Palestiniens sont souvent recrutés pour les emplois les plus dangereux et insalubres. Dans beaucoup de cas ils sont laissés à eux-mêmes et doivent prendre en charge leurs propres frais médicaux même si, selon la loi, ils ont droit à des soins médicaux. Le secteur de la construction, où travaillent la plupart des Palestiniens, fait le plus grand nombre de victimes.

DE LONGUES FILES D'ATTENTES AUX POSTES DE CONTRÔLE

Une longue file d'attente aux postes de contrôle est infligée à ceux qui ont un permis. Les contrôles et les militaires capricieux font qu'ils ne sont jamais sûrs d'atteindre leur lieu de travail ce jour-là. Comme Israël n'octroie qu'un nombre limité de permis, (pour des raisons de 'sécurité') beaucoup de Palestiniens travaillent sans autorisation.

L'EXPLOITATION DANS LES COLONIES ISRAËLIENNES EN CISJORDANIE

Plus que 20.000 Palestiniens travaillent dans les zones industrielles ou les fermes dans les colonies israéliennes.

Les employeurs israéliens dans les colonies, recrutent plutôt grâce à des intermédiaires palestiniens, qui s'occupent alors également du transport et du paiement des salaires. Ces "wasit" (arabe), ou "kablou" (hébreu) sont payés par l'employeur, mais prennent également une partie du salaire journalier des travailleurs, ainsi que des frais de transport et autres. Les travailleurs palestiniens se trouvent dès lors dans une situation de travail particulièrement dépendante et précaire. Celui qui s'oppose, risque le harcèlement ou le licenciement

Le taux de chômage élevé et les faibles rémunérations dans les territoires palestiniens obligent par moment les familles à faire travailler leurs enfants dans les fermes israéliennes. Une tendance encore renforcée par la pénurie d'écoles. Selon un rapport de Human Rights Watch 500 à 1000 enfants travaillent dans la vallée du Jourdain, exposés à la chaleur extrême et aux pesticides. Ils préparent les tomates, les aubergines, et les dates israéliennes destinées à l'exportation. Certains d'entre eux ont moins de 12 ans. Ils sont mal payés, et souffrent des problèmes de santé à cause des pesticides ou de la déshydratation.

MAIN-D'ŒUVRE PALESTINIENNE EN ISRAËL

Chaque jour, des milliers de Palestiniens franchissent la frontière avec Israël pour travailler.

Ceux qui trouvent un emploi se voient confrontés à bon nombre de difficultés. Ils passent la nuit dans des camps improvisés près de leur lieu de travail, non protégés contre les contrôles militaires ou la violence. Des employeurs qui profitent de leur situation vulnérable, des bas salaires, et des conditions de travail dangereuses et insalubres sont des pratiques courantes.

Ceux qui travaillent sans permis, franchissent la frontière de manière illégale avec le risque d'être arrêté par les forces de sécurité israéliennes. Il devient de plus en plus difficile de passer la frontière entre la bande de Gaza et Israël en toute sécurité, et presque impossible à partir de Gaza. En Cisjordanie les Palestiniens, désespérés et sans permis de travail, se voient coupé la route par la barrière de séparation et les contrôles frontaliers.

La lutte pour un travail décent = la lutte contre l'occupation

**Les travailleurs palestiniens sont souvent doublement victimes:
de l'occupation et de leur employeur.**

La lutte pour un travail décent est aussi une lutte contre l'occupation. Le travail décent, les droits pour un travail correct et la protection sociale renforcent une société.

Cependant, ces thèmes ne sont pas uniquement liés aux syndicats, malgré leur rôle prépondérant. Tout le monde fait partie de cette lutte, y compris les jeunes, les femmes et les chômeurs. En Cisjordanie et à Gaza les syndicats, les mouvements sociaux, les jeunes et les organisations de femmes œuvrent sans relâche pour cette cause.





LES PRINCIPAUX DÉFIS POUR LES SYNDICATS PALESTINIENS

- La législation du travail n'est qu'à ses débuts;
- L'occupation et la faible économie entravent le respect du droit du travail;
- La population est mal informée à propos de la législation relative à l'emploi;
- L'importance du travail informel surtout dans la construction et l'industrie;
- Les syndicats n'ont pas accès aux colonies ou en Israël pour soutenir les travailleurs palestiniens.

Mouvement international pour les Palestiniens



Pour mettre un terme à cinquante ans d'occupation et d'exploitation des Palestiniens, il faut une pression internationale.

La solidarité internationale est une des pierres angulaires du mouvement syndical. Par conséquent, en Europe comme ailleurs dans le monde, les mouvements sociaux et les syndicats européens mènent des actions contre l'occupation et pour un boycott des produits provenant

des colonies israéliennes. Ils font appel aux gouvernements afin de mettre en œuvre une stratégie uniforme contre la politique de colonisation israélienne.

Un travail décent pour tous, n'est possible que si nous travaillons ensemble, à travers les frontières nationales. C'est pourquoi FOS, en collaboration avec la Centrale générale de la FGTB, appuie les efforts des syndicats dans les territoires palestiniens.



Une politique cohérente!

La Belgique, l'Union européenne et ses États-membres doivent prendre des dispositions contre la politique israélienne de colonisation et d'occupation des territoires palestiniens. Bien qu'ils condamnent régulièrement cette politique menée par Israël, ils continuent à entretenir des relations économiques avec ses colonies illégales, en vertu du droit international.

LES MESURES SUIVANTES S'IMPOSENT

- L'arrêt de tous les liens économiques avec les colonies;
- La cessation ou interruption du trafic d'armes et les relations militaires avec Israël;
- La suspension de l'accord européen d'association avec Israël;
- La mise en place de solutions équitables pour les 5 millions de réfugiés palestiniens;
- Mettre fin au blocus de Gaza
- La cessation immédiate de la construction des colonies.

En savoir plus?

FOS- socialistische solidariteit

www.fos.ngo

Centrale Générale – FGTB

www.accg.be

Made in Illegality

www.madeinillegality.org

Palestinian General Federation of Trade Unions

www.pgftu.org

B'tselem

www.btselem.org

Kav LaOved

www.kavlaoved.org

Human Rights Watch

www.hrw.org

Internationale Arbeidsorganisatie

www.ilo.org

Do not hesitate to contact us

Karolien Debel

FOS-socialistische solidariteit^{vzw}

karolien.debel@fos.ngo.be

Koen Vanbrabandt

CG – FGTB

Koen.vanbrabandt@accg.be



© Danielle Pereira



© Stefano Corso

 @FOSngo

 facebook.com/FOSngo

 FOS.ngo

 @FOSngo

Ed. Resp. Annuschka Vandewalle - Grasmarkt 105/46, 1000 Brussel



FGTB
Centrale Générale
Ensemble, on est plus forts

DE BELGISCHE
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING **.be**